



23 janvier 2007

**Le 8  
février,  
c'est l'heure  
de vérité**

Durant ces 4 derniers mois, le directeur général a tout fait pour parvenir à bloquer le dialogue social à la DGI.

Dans un premier temps, début octobre, l'annonce de la suppression de la règle de l'ancienneté pour élaborer les mouvements locaux (la fiche n°3 du groupe d'études Mutations), est apparue pour une majorité d'agents comme une ultime provocation après l'annonce des 1 370 suppressions d'emplois pour 2007.

Par la suite, alors que les tensions grandissaient sur ces 2 sujets, Bruno Parent a préféré communiquer sur les «bienfaits» de l'harmonisation indemnitaire, ... dont moins de la moitié des agents ont pu percevoir ... la minceur.

Enfin, les réformes de structures continuent d'être imposées avec des conséquences inéluctables sur les conditions de travail.

Face au mépris ressenti dans tous les services, les syndicats de la DGI ont appelé à la mobilisation, dans l'unité.

Les actions se sont multipliées. Les pétitions, les grèves et les manifestations se sont enchaînées, le directeur général s'est isolé dans ses certitudes, sans chercher la moindre occasion de sortir de la crise.

## **«Double besogne» le 8 février**

Depuis 4 mois, un conflit majeur oppose l'état major de la DGI à ses agents.

Dans le même temps, la Fonction Publique continue de mener une politique de régression salariale et de destruction d'emplois.

C'est en tant qu'agent des Impôts et en tant que fonctionnaire que le SNUI vous appelle à l'action le 8 février.

➔ Rassemblements DGI à Bercy, Lyon, Marseille, Nancy, Toulouse, Rennes et Bordeaux.

➔ Cortèges Fonction Publique dans de nombreuses villes.

Rapprochez-vous des militants du SNUI pour participer aux 2 manifestations.

**POUR QUE ÇA CHANGE EN 2007**

Le 8 février, ce sera l'heure de vérité. En étant massivement en grève et dans la rue ce jour-là, nous exigerons un changement radical.

Pour obtenir l'ouverture de négociations sur :

- Les règles de gestion.
- Les rémunérations.
- Les emplois.
- Les conditions de travail.

**GRÈVE NATIONALE À LA DGI  
LE 8 FÉVRIER 2007**



**«Moins nombreux et moins payés», c'est non !**

On veut que ça change aussi du côté de la Fonction Publique.

Après avoir subi une perte de pouvoir d'achat d'environ 6% entre 2000 et 2005, les 0,3% d'augmentation de la valeur du point d'indice annoncés par Jacob le 18 janvier (reliquat des dispositions prises pour 2006) ne suffiront même pas, pour cette année, à compenser la hausse des prix constatée.

Pour leur part, les dispositions catégorielles acceptées par 3 organisations de fonctionnaires le 25 janvier 2006 n'accordent que des miettes aux agents de catégorie C alors qu'ils sont les premières victimes de la hausse du coût de la vie et bien souvent en 1ère ligne pour assurer la «modernisation de l'Etat».

«Moins nombreux et moins payés», qui peut accepter ça ?...

**POUR QUE ÇA CHANGE EN 2007**

Le 8 février les enjeux de la mobilisation sont doubles et se rejoignent. Les revendications des agents des Impôts se recoupent parfaitement avec celles de tous les fonctionnaires et agents publics.

A quelques encablures des échéances électorales, sachons saisir tous ensemble l'opportunité d'obtenir de réelles négociations pour voir nos revendications satisfaites.

Union  
syndicale  
**Solidaires**  
Fonctions Publiques

- ⇒ Pour l'ouverture immédiate de véritables négociations sur l'ensemble du contentieux salarial, la refonte de la grille et le niveau des pensions.
- ⇒ Pour une politique d'emploi public statutaire qui corresponde aux besoins.
- ⇒ Pour la défense des services publics et de la fonction publique.
- ⇒ Pour l'amélioration des conditions de travail et de vie de tous les personnels.

**GRÈVE NATIONALE À LA DGI  
ET APPEL UNITAIRE FONCTION PUBLIQUE  
DEUX RAISONS DE MANIFESTER  
LE 8 FÉVRIER 2007**